

Démocratie

ACCÈS AUX SOINS : L'URGENCE AU CŒUR DES MUNICIPALES

Stewart Chau

22/01/2026

La santé et l'accès aux soins restent, année après année, au sommet des préoccupations des Français. Pilier essentiel dans un contexte d'incertitudes, la santé exige des actions continues pour être préservée. Elle incarne l'atout d'un pays qui protège universellement, mais révèle aussi ses fragilités : des défaillances concrètes qui pèsent sur le quotidien. À quelques mois des élections municipales, les attentes sont fortes : les Français veulent des réponses claires et des solutions efficaces pour garantir un accès aux soins qui ne soit plus sous tension. Stewart Chau, directeur d'études chez Verian, analyse les résultats de la quatrième vague de l'Observatoire des municipales menée avec l'institut Verian, *L'Opinion*, la Fédération hospitalière de France et la Fondation.

[Les résultats complets](#)

Une accessibilité aux soins encore sous tension avec de grandes disparités selon les professionnels de santé

L'accès aux soins de santé demeure difficile pour une part significative de la population française : **40% des Français déclarent qu'il est compliqué d'obtenir des soins là où ils vivent.** Cette proportion grimpe à plus de 50% dans les communes rurales et les agglomérations de moins de 20 000 habitants. D'ailleurs, **plus d'un tiers des Français considèrent même résider dans un « désert médical »**, une situation particulièrement marquée dans les agglomérations de moins de 100 000 habitants.

Notons que les difficultés d'accès à des soins ne concernent pas tous les professionnels de santé : une grande disparité existe selon les praticiens concernés.

- Si l'accès à une pharmacie, à un laboratoire d'analyses ou à des infirmiers libéraux reste en

effet relativement aisé, **près de la moitié des Français (47%) jugent difficile de consulter un médecin généraliste près de chez eux.**

- **L'accès aux spécialistes est encore plus problématique : 63% estiment qu'il est difficile d'en consulter et, pour 24%, c'est même « très difficile ».** Les dermatologues et les ophtalmologues sont les deux spécialités les plus difficiles d'accès, pour au moins six Français sur dix.

Le renoncement aux soins constitue une réalité préoccupante

Ces différents constats génèrent des conséquences réelles, au premier rang desquels le renoncement à des soins. Les causes qui expliquent le taux de renoncement aux soins sont multiples :

- **65% des Français ont déjà renoncé à consulter un professionnel de santé à cause de délais d'attente trop longs**, plus d'un sur cinq dit même souvent renoncer en raison de ces délais ;
- **l'absence de spécialistes dans la commune ou à proximité est la deuxième cause de renoncement**, particulièrement en zone rurale où 70% des habitants y ont déjà été confrontés ;
- mais le déficit de praticiens n'est pas le seul obstacle et **l'aspect financier n'est pas négligeable : 47% ont déjà renoncé à des soins en raison de coûts trop élevés ou de remboursements insuffisants.**

Enfin, quel que soit le motif de renoncement aux soins, les femmes, plus nombreuses à consulter un professionnel de santé, demeurent aussi les plus concernées² : elles sont, dans tous les cas de figure, plus nombreuses à avoir dû renoncer à consulter un professionnel de santé.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Face à une situation jugée stagnante, le rôle des exécutifs locaux reste peu visible mais attendu

Interrogés sur le rôle et les actions de leurs municipalités aux sujets des enjeux de santé, le bilan est mitigé et les attentes montrent des marges de progression importantes. Près de la moitié des Français (41%) considèrent que la situation de l'accès aux soins dans leur commune n'a pas évolué mais, surtout, parmi ceux qui rencontrent des difficultés d'accès, la majorité juge que la situation reste inchangée. Plus d'un tiers – 34% – estiment même que l'accès aux soins dans leur villes s'est détérioré ces dernières années.

Ces constats sonnent comme des signaux d'alerte importants pour les édiles, alors que la santé reste l'un des sujets de préoccupation majeurs des administrés.

- D'ailleurs, **le rôle des communes est jugé primordial par 70% des Français, qui estiment qu'elles doivent agir en matière de santé et d'accès aux soins.**

Toutefois, il faut noter que la majorité considère que les municipalités doivent surtout accompagner les actions de l'État, des établissements de santé et des professionnels libéraux. C'est la preuve que la santé est un sujet qui engage l'ensemble des acteurs institutionnels.

Si la demande d'action locale est donc bien présente, les réalisations concrètes menées par les communes restent peu visibles, voire sont jugées insuffisantes.

- À ce titre, **seuls 42% des Français estiment que leur commune a agi pour améliorer l'accès aux soins, contre 31% qui pensent le contraire et 27% qui ne se prononcent pas, révélant une faible visibilité des initiatives municipales.**

En matière de prévention, les attentes s'expriment aussi largement : 64% jugent que leur commune a un rôle à jouer sur ces enjeux de prévention. Mais, là encore, seuls 37% considèrent qu'elle agit réellement.

La santé s'impose donc comme un enjeu majeur pour les prochaines élections municipales. Près de la moitié des Français affirment que les réponses des candidats sur l'accès aux soins influenceront leur choix de vote.

Néanmoins, pour un maire, agir efficacement sur la santé passera par le fait d'éviter deux écueils :

- **le manque de visibilité des actions et des prérogatives des élus locaux** : il leur faut donc informer sur ce qui est fait et sur le rôle des exécutifs locaux ;
- les moyens disponibles à l'échelle communale qui divisent les Français : **41% pensent que leur commune dispose des moyens nécessaires pour agir efficacement, 39% sont d'avis contraire et 20% restent indécis.**